

# Les élections communales du 14 octobre 2012

## Tendances générales

Jean-Benoit PILET, Ruth DASSONNEVILLE, Marc HOOGHE et Sofie MARIEN

### **Introduction**

Les élections communales jouent un rôle important dans la vie politique belge. Même les vice-Premiers ministres semblent être prêts à délaissier leur mandat national afin de devenir bourgmestre d'une ville, et pas toujours d'une des plus grandes (songeons à Vincent Van Quickenborne à Courtrai). La politique locale a donc toute son importance dans notre pays, et l'on avance souvent deux explications. D'une part, la commune est le niveau de pouvoir qui est sans doute le plus proche du citoyen. La plupart des Belges ne perçoivent la politique nationale qu'au travers des médias de masse et le portrait qui en est brossé n'est pas toujours reluisant. La politique locale, au contraire, est souvent très visible et très présente et elle bénéficie de ce fait d'une image plus positive aux yeux de nombreux citoyens. D'autre part, les communes apparaissent encore comme un niveau de pouvoir très efficace, en dépit des difficultés financières qu'elles traversent depuis quelques années. Les communes prennent des initiatives très concrètes dans le domaine du cadre de vie, des affaires sociales ou des travaux publics. Alors que, ces dernières années, la politique belge est souvent paralysée par de multiples conflits, les pouvoirs publics locaux continuent à fonctionner dans un climat plus serein.

L'adage veut que les élections communales soient en premier lieu des élections *locales*. Chaque ville et chaque commune sont différentes, et les électeurs se laisseraient surtout influencer par des considérations locales ou par les performances des élus locaux. Cela veut donc dire qu'un combat politique différent se mène à l'échelle de chaque commune, sur la base d'arguments locaux et de sensibilités spécifiques. Cette image traditionnelle est pourtant en train d'évoluer rapidement et il s'agit pour l'essentiel d'une conséquence de la stratégie des partis nationaux. Par le passé, on présentait souvent des listes purement locales, mais au cours de la dernière décennie,

les partis nationaux ont tenté de manière plus systématique de présenter des listes qui portaient le nom du parti national, et ils y sont largement parvenus. La part des listes locales aux élections communales n'a cessé de diminuer depuis deux décennies. Du point de vue des résultats, ce ne sont pas non plus les élections communales qui donnent le ton pour les scrutins aux autres niveaux de pouvoir. C'est plutôt l'inverse même. Les résultats des élections communales suivent en général les tendances que l'on relève dans la politique nationale, avec un certain recul et pas mal de retard. On pense notamment au recul progressif des démocrates chrétiens depuis les années 1970. Sur le plan national, le CD&V et le CDH ont perdu beaucoup d'électeurs, mais ce processus a été beaucoup plus lent sur le plan local et les deux partis ont réussi à conserver plus longtemps leurs bastions locaux.

En Flandre, le parti nationaliste N-VA a largement dominé la campagne des dernières élections communales. Après sa victoire électorale de 2010, il a décidé d'engager résolument ses forces dans les élections communales. Cette stratégie était assez risquée. Par le passé, les « nouveaux » partis (Groen, Ecolo ou le Vlaams Belang par exemple) avaient en effet éprouvé des difficultés à confirmer leurs succès sur le plan local. Pour éviter le même sort, la N-VA a investi massivement dans son organisation locale et créé des sections dans nombre de villes et de communes afin de présenter des listes pour les élections communales de 2012. Dans le même temps, le parti investissait aussi dans ses activités de campagne, et les médias de masse ont largement relayé ses messages. La N-VA a été considérée comme le challenger de ces élections, ce qui a focalisé l'attention des médias. C'est surtout le duel de la ville d'Anvers, entre le bourgmestre socialiste sortant (Patrick Janssens) et le challenger du parti nationaliste (Bart De Wever) qui a fait les grands titres de la presse. Le résultat est connu : la N-VA a engrangé une grande victoire et siège désormais dans nombre de majorités. Le CD&V a perdu du terrain, alors que le SP.A a reculé surtout dans les grandes villes. Mais bien que ces élections aient souvent été présentées comme un test pour le gouvernement fédéral dirigé par le Premier ministre Elio Di Rupo, cela n'a pas changé grand-chose à la vie politique fédérale, et la confrontation entre majorité et opposition s'est poursuivie après les élections d'octobre 2012.

Du côté francophone, le sentiment qui dominait dans les partis à la veille des élections communales et provinciales était l'incertitude. En Région bruxelloise, celle-ci était surtout liée à l'arrivée des FDF comme parti indépendant pour le scrutin de 2012. Prédire le score des FDF, et donc la proportion de voix qu'ils prendraient aux autres formations, était compliqué. D'un côté, les FDF disposaient de plusieurs atouts pour bien réussir leur premier test électoral. Ils comptaient quatre bourgmestres sortants et populaires : Olivier Maingain à Woluwé-Saint-Lambert, Bernard Clerfayt à Schaerbeek, Didier Gosuin à Auderghem et Martine Payfa à Watermael-Boitsfort. En revanche, dans d'autres communes, surtout au nord et à l'ouest de Bruxelles (Anderlecht, Molenbeek, Berchem-Sainte-Agathe, Jette), le parti était beaucoup moins bien placé. Le premier à s'inquiéter de l'arrivée des FDF était en toute logique le MR. Ce dernier se demandait combien d'électeurs il risquait de perdre, surtout là où les fortes personnalités du MR pré-scission émergeaient au parti amarante. Du côté du PS et du CDH, la préoccupation principale était de savoir si l'électeur allait les sanctionner en tant que partis au pouvoir au fédéral comme au régional. Les deux partis espéraient

néanmoins conserver les communes où ils détenaient le maïorat, voire en gagner l'un ou l'autre. Le CDH visait en particulier Woluwé-Saint-Pierre avec le ministre régional Benoît Cerexhe en tête de liste Le PS se demandait si la division MR-FDF ne permettrait pas à Laurette Onkelinx, ministre fédérale et vice-Première ministre, de devenir bourgmestre de Schaerbeek. Ecolo, enfin, ambitionnait de conquérir son premier poste de bourgmestre en Région bruxelloise. Deux communes étaient dans le viseur du parti : Watermael-Boitsfort et Ixelles.

En Wallonie, les attentes étaient très différentes. Malgré son souhait de s'implanter au sud du pays, personne ne percevait les FDF comme une véritable menace. La grande inconnue était plutôt la performance du PS. Les socialistes craignaient de payer le prix fort pour le programme budgétaire mis en place par le gouvernement fédéral Di Rupo. Malgré ce contexte difficile, le PS espérait cependant récupérer le maïorat dans deux grandes villes – Charleroi (avec Paul Magnette) et Namur (avec la ministre wallonne Eliane Tilleux) – mais il savait que le défi était de taille. De plus, les liens tendus avec les milieux syndicaux et la crédibilité croissante du PTB faisaient peser une nouvelle menace sur le parti. Pour les autres partis, les attentes étaient plutôt ponctuelles. A l'inverse de la Flandre, ni les observateurs ni les partis ne misaient sur un raz-de-marée de l'un ou l'autre parti ou sur des tendances électorales uniformes sur l'ensemble du territoire wallon. Les stratégies des partis se définissaient d'ailleurs en conséquence, chaque formation ciblant quelques villes à emporter ou à conserver. Au MR, un des grands espoirs était d'entrer dans la majorité à Liège. Mais surtout, les libéraux voulaient confirmer leur statut de premier parti dans les communes non industrielles : dans le Brabant wallon, dans les provinces de Namur et de Luxembourg, dans le sud du Hainaut et en province de Liège sauf à Liège et dans sa proche banlieue. Au CDH, l'enjeu principal était de démontrer que le parti centriste avait la capacité de s'imposer en zone urbaine et pas seulement dans les villages. Le parti s'était donc fixé comme objectif de rester dans la coalition au pouvoir à Liège et à Charleroi mais surtout de conserver le poste de bourgmestre de Namur avec Maxime Prévot et de gagner à Bastogne avec le président du parti, Benoît Lutgen. Enfin, Ecolo ambitionnait surtout de conserver ses maïorats de Louvain-la-Neuve et d'Amay (fief de Jean-Michel Javaux) voire d'en gagner deux ou trois autres. Les verts savaient que le scrutin local n'est pas traditionnellement celui qui leur est le plus favorable. A côté des partis traditionnels représentés au Parlement fédéral, la dernière question était la performance des petites formations et en particulier du PTB. Sous la direction de Raoul Hedebouw, le parti de gauche radicale avait gagné en audience médiatique. Il tentait en plus de tirer profit des relations tendues entre le PS d'Elio Di Rupo et la FGTB. Dans un contexte d'austérité budgétaire, le PTB voyait ces élections communales comme un test grandeur nature en vue des scrutins fédéraux, régionaux et européens de 2014.

### **L'enquête sortie des urnes (*exit poll*) PartiRep**

Le monde scientifique s'est beaucoup intéressé au comportement de l'électorat depuis des décennies mais nombre de questions subsistent à propos des raisons qui amènent les électeurs à choisir un parti et sur leur manière de faire un choix. Les évolutions récentes des comportements électoraux comme la volatilité croissante entre les élections rendent l'étude des électeurs et de leur vote encore plus nécessaire.

Pour y parvenir, la méthode qui s'est imposée en science politique depuis les années 1960 est l'enquête par questionnaire auprès d'un échantillon d'électeurs. La plupart de ces enquêtes sont menées après le jour des élections. Cette méthode dite de l'enquête post-électorale a l'avantage de pouvoir étaler sur plusieurs jours, voire plusieurs semaines, la soumission du questionnaire aux électeurs. Il est donc possible pour un enquêteur de rencontrer beaucoup d'électeurs. De plus, comme la personne est souvent interrogée chez elle, en face à face ou par téléphone, le questionnaire peut être assez long. Le procédé peut toutefois poser certains problèmes quand les personnes interrogées le sont trop longtemps après le jour du scrutin. Plus on s'en éloigne, plus les répondants auront du mal à se souvenir de leur vote, surtout lorsque l'électeur a la possibilité, comme en Belgique, de voter pour plusieurs candidats. Or, dans un contexte d'élections locales, où les votes de préférence pour les candidats jouent un rôle important, il s'agit là d'un élément crucial. Aux problèmes de mémoire s'ajoute un autre élément susceptible de biaiser les réponses : l'attention portée à l'interprétation des élections dans les médias influence la manière dont les répondants évoquent leurs choix et leurs motivations.

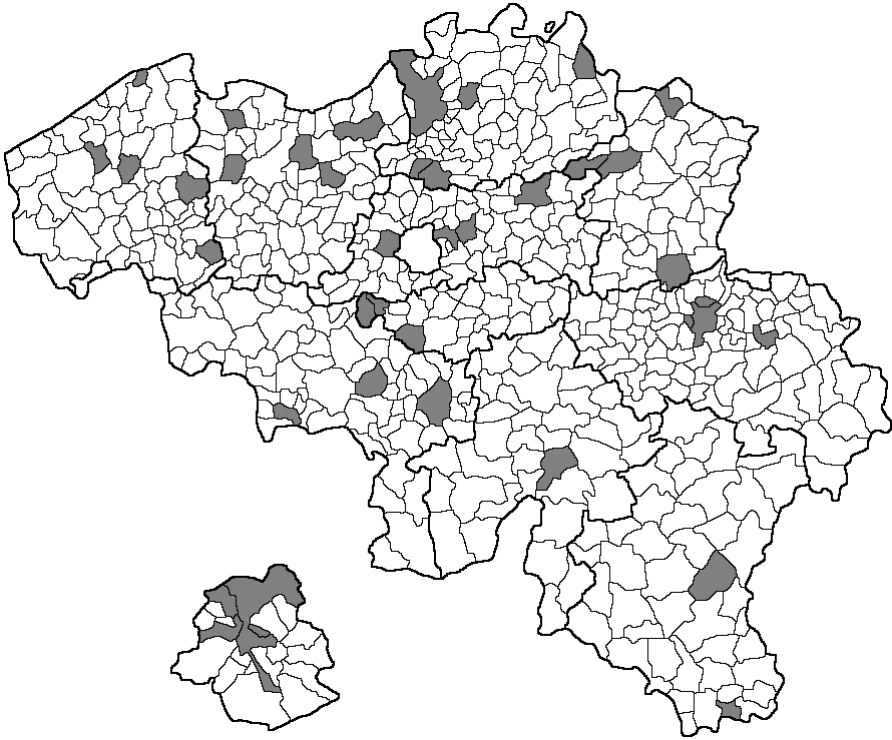
Afin d'éviter de telles déformations systématiques dans les contributions des répondants, le projet interuniversitaire PartiRep<sup>1</sup> a piloté une enquête sortie des urnes (*exit poll*) afin d'analyser le comportement de l'électorat pendant les élections communales. Le 14 octobre 2012, des électeurs ont été interrogés à la sortie des bureaux de vote, dans tout le pays, à propos de leur vote, de leurs motivations et de leurs attitudes politiques générales : ils risquaient donc moins d'avoir oublié pour qui ils venaient de voter. Toutefois, le dispositif a un coût élevé puisque l'on doit interroger un grand nombre d'électeurs en l'espace de quelques heures, ce qui impose de mobiliser un grand nombre d'enquêteurs. Par ailleurs, le questionnaire doit être assez court afin d'être administré en rue, à la sortie du bureau de vote.

L'enquête sortie des urnes PartiRep 2012 avait pour objectif d'analyser le comportement des électeurs belges lors des élections communales dans quarante communes belges, choisies de façon aléatoire et réparties dans la Région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande et la Région wallonne (voir figure 1.1). Les bureaux de vote avaient été choisis au hasard dans ces communes et les enquêteurs ont interrogé un électeur sur cinq à la sortie du bureau de vote. Le taux de réponse de l'*exit poll survey* était de 37,9%, ce qui a donné un échantillon de 4 715 répondants. 125 répondants supplémentaires ont été interrogés dans les communes d'Anvers et de Saint-Josse-ten-Noode afin de se concentrer sur les votes des candidats issus de minorités ethniques.

---

<sup>1</sup> PartiRep est financé par la Politique scientifique fédérale (BelSpo) dans le cadre d'un Pôle d'attraction universitaire coordonné par les professeurs Kris Deschouwer (VUB), Pascal Delwit (ULB), Marc Hooghe (KULeuven), Stefaan Walgrave (Universiteit Antwerpen), Benoît Rihoux (UCL), Rudi Andeweg (Universiteit Leiden) et Herman Schmitt (Universität Mannheim).

Figure 1.1. Communes sélectionnées



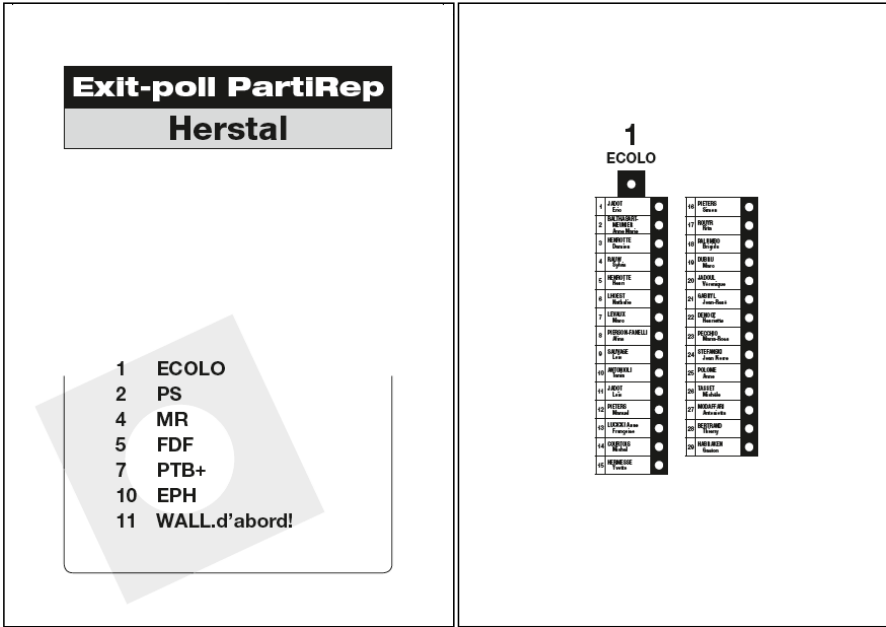
Les communes sélectionnées sont : Aarschot, Antwerpen, Anzegem, Arendonk, Beringen, Berlare, Blankenberge, Bruxelles-ville, Charleroi, Dilbeek, Dinant, Dour, Eeklo, Herstal, Jette, Koekelare, Kortenberg, La Louvière, Liège, Lochristi, Mechelen, Musson, Neerpelt, Nevele, Nivelles, Rebecq, Saint-Nicolas, Schilde, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Josse-ten-Noode, Sint-Niklaas, Tessenderlo, Tielt, Tongeren, Torhout, Tubize, Vaux-sur-Sûre, Verviers, Willebroek, Zaventem.

L'enquête consistait en une courte liste de questions portant sur les caractéristiques socio-démographiques et les attitudes politiques générales des répondants. Il était aussi demandé aux répondants de compléter un *mock-ballot*, où ils pouvaient reproduire leur voix en case de tête ou leur(s) vote(s) de préférence sur un bulletin papier. Cette technique, appliquée pour la première fois dans un contexte belge, avait déjà été utilisée en Irlande et Ecosse<sup>2</sup>. L'utilisation des *mock-ballots* nous permet d'analyser en détail à la fois les préférences pour un parti et les votes de préférence. Comme l'illustre la figure 1.2, la structure du *mock-ballot* se présente de la même manière que

<sup>2</sup> John CURTICE and Michael MARSH, « How Did They Vote ? Voters' Use of the STV Ballot Paper in the 2007 Scottish Local Elections », *Representation*, 2008, 44/4, p. 285-300. Michael MARSH, Richard SINNOT, John GARRY and Fiachra KENNEDY, *The Irish Voter : The Nature of Electoral Competition in the Republic of Ireland*, Manchester, Manchester University Press, 2008.

les votes électroniques, avec d'abord un aperçu de toutes les listes, puis un aperçu des candidats par liste.

Figure 1.2. Exemple de *mock-ballot* (Herstal)



Les analyses qui sont présentées dans cet ouvrage se basent sur les données collectées via l'enquête PartiRep sortie des urnes. Le choix d'un échantillon aléatoire stratifié avait pour but d'interroger un échantillon représentatif des électeurs belges. Cette approche nous permet aussi de généraliser nos analyses et de déterminer une image précise de l'électeur belge<sup>3</sup>. Il est possible de vérifier si l'échantillon est représentatif en comparant la répartition de certaines caractéristiques des répondants avec la répartition dans la population. Dans l'enquête sortie des urnes PartiRep, on constate une légère surreprésentation des électeurs flamands, des hommes et des personnes âgées. Nous pouvons contrôler cette distorsion en pondérant les données des répondants par région, par sexe et par âge<sup>4</sup>.

Pour généraliser à l'échelle de tout l'électorat les observations que nous élaborons sur la base des données récoltées par cet *exit poll*, il est nécessaire de prendre certaines précautions. L'échantillon a été élaboré de façon rigoureuse et nous avons cherché à le rendre représentatif mais les répartitions et les relations que nous établissons ne sont que des estimations des répartitions et des relations réelles pour l'ensemble de l'électorat. Les résultats doivent donc être interprétés avec toute la prudence nécessaire. En statistique, on fait appel dans ce cas aux niveaux de significativité

<sup>3</sup> Ruth DASSONNEVILLE, Marc HOOGHE and Sofie MARIEN, *PartiRep Exit-Poll 2012. Technical Report*, Leuven, KULeuven, 2012.

<sup>4</sup> *Ibid.*

qui expriment les marges d'erreur inévitables dans ces répartitions et ces relations au sein de l'échantillon. Plus le niveau de significativité est réduit, plus la marge d'erreur est réduite, et plus les résultats correspondront bien à la réalité. Dans cet ouvrage, nous indiquons les niveaux de significativité utilisés pour les différentes analyses techniques. Pour ce faire, nous utilisons une notation avec des astérisques ; un astérisque (\*) indique un niveau de significativité de 0,05 et un risque de 5% d'erreur dans l'interprétation d'une relation. Deux astérisques (\*\*) indiquent un niveau de significativité de 0,01 ou un risque de 1% d'une interprétation erronée. Trois astérisques (\*\*\*) indiquent un niveau de significativité de 0,001 ou un risque de 0,1% que nous généralisons de manière erronée les relations avec l'électorat belge dans son ensemble<sup>5</sup>. NS relate à non significatif.

Dans l'ensemble de l'ouvrage, différents tests statistiques nous aident à examiner des relations. Une série de tests bivariés sont utilisés pour analyser la relation entre deux variables. En fonction du niveau de mesure des variables évaluées, il est fait usage de différents tests (tels que chi carré ou ANOVA). La pertinence d'une relation est toujours indiquée à l'aide du niveau de significativité. En outre, nous présentons des analyses multivariées qui considèrent l'impact des différentes variables indépendantes avec une variable dépendante. Cette étape multivariée nous permet d'examiner si une relation donnée résiste encore quand on contrôle d'autres facteurs susceptibles d'influencer cette variable dépendante. Différentes techniques sont utilisées pour les régressions multiples, en fonction de la nature de la variable dépendante. Pour les variables continues, nous utilisons la régression linéaire ; pour les variables dépendantes dichotomiques, nous utilisons la régression logistique et nous appliquons les régressions multinomiales pour les variables dépendantes à plusieurs catégories. Le niveau de significativité des résultats établis est également toujours mentionné pour les analyses multivariées.

La collecte des données a concerné des électeurs de quarante communes belges. En raison du contexte local spécifique dans lequel ces élections communales se déroulaient, nous supposons que les électeurs d'une même commune se ressemblent davantage que ceux de communes différentes. Dans les analyses, il faut tenir compte de cette structure de données dite en « niches », chaque « niche » correspondant à une commune. La façon adéquate de procéder requiert une analyse multiniveaux, les régressions multivariées qui sont présentées dans cet ouvrage sont donc aussi des analyses multiniveaux. De plus, ces analyses nous permettent d'examiner aussi bien l'impact des caractéristiques individuelles que des caractéristiques du contexte de chaque commune sur la variable dépendante.

### **Interprétations du comportement électoral dans les élections locales**

Dans *The American Voter*, ouvrage pionnier de l'étude du comportement électoral, un des arguments centraux est de tenir compte de la dimension temporelle lorsque l'on analyse les facteurs influençant le vote<sup>6</sup>. Un certain nombre de facteurs,

---

<sup>5</sup> D. MORTELMANS and B. DEHERTOGH, *Uni- en bivariate analyse*, Leuven, Acco, 2010.

<sup>6</sup> Angus CAMPBELL, Philip CONVERSE, Warren MILLER and Donald STOKES, *The American Voter*, Chicago, The University of Chicago Press, 1960.

comme le sexe, le niveau d'éducation, la classe sociale, sont stables, varient peu et se manifestent bien avant le jour du vote. D'autres facteurs, tels que la personnalité des candidats, influencent le choix de l'électeur à un moment beaucoup plus proche du jour de l'élection. On a aussi constaté que les différents facteurs s'influencent l'un l'autre, ce qui a donné naissance au concept d'« entonnoir de causalité »<sup>7</sup>. Aujourd'hui, la plupart des analyses électorales proposent des approches multivariées tentant de combiner les différents facteurs explicatifs du vote qui se retrouvent dans ce fameux entonnoir de causalité<sup>8</sup>. La figure 1.3. situe de manière schématique les différents déterminants dans une perspective temporelle.

Dans notre analyse générale du comportement électoral lors des élections communales du 14 octobre 2012, nous prenons en compte des facteurs qui se situent à différents niveaux dans l'entonnoir de causalité. Nous examinons d'abord le lien entre un certain nombre de caractéristiques socio-culturelles et le comportement électoral. Nous étudions ensuite l'impact de l'idéologie sur le choix électoral, sur la base de la position gauche-droite de l'électeur avant de voir si les électeurs sanctionnent ou récompensent les politiciens locaux. Nous ne le faisons pas – comme c'est le plus souvent le cas – via des évaluations de la situation économique des électeurs ou de leur environnement, mais sur la base de l'indice de satisfaction des électeurs à propos de la gestion de leur commune au cours de la législature précédente. Nous considérons enfin l'impact des candidats sur les élections locales.

Depuis les années 1960, les analyses électorales en Europe ont évoqué une montée en puissance des facteurs de court-terme pour expliquer les comportements électoraux<sup>9</sup>. Le comportement électoral stable qui était essentiellement déterminé par les caractéristiques sociales des électeurs a fait place à des préférences électorales plus volatiles. Des facteurs à court terme, tels que les enjeux spécifiques (*issues*) qui sont mis en avant au cours de la campagne ou la personnalité des candidats, jouent un rôle croissant<sup>10</sup>. Dans l'entonnoir de causalité, l'équilibre s'est donc déplacé vers des facteurs qui se situent plus près du choix de vote.

En Belgique, cette explication a été articulée avec des évolutions structurelles de la société, et en particulier avec les phénomènes de sécularisation et de déparlisation. Le système partisan se serait alors dégelé. La volatilité électorale est devenue plus forte,

---

<sup>7</sup> Michael LEWIS-BECK, William G. JACOBY, Helmut NORPOTH and Herbert F. WEISBERG, *The American Voter Revisited*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2008.

<sup>8</sup> Warren MILLER and J. Merrill SHANKS, *The New American Voter*, Cambridge, Harvard University Press, 1996. Elisabeth GIDENGIL, André BLAIS, Joanna EVERITT, Patrick FOURNIER and Neil NEVITTE, « Back to the Future ? Making Sense of the 2004 Canadian Election outside Quebec », *Canadian Journal of Political Science*, 2006, 39/1, p. 1-25.

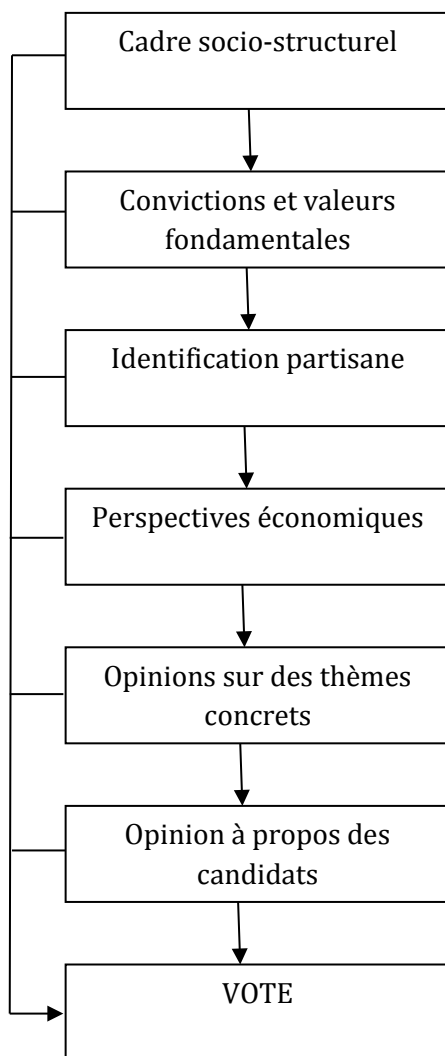
<sup>9</sup> Mark FRANKLIN, Thomas MACKIE and Henry VALEN (eds.), *Electoral Change. Responses to Evolving Social and Attitudinal Structures in Western Countries*, Colchester, ECPR Press, 2009.

<sup>10</sup> Russel J. DALTON, *The Apartisan American : Dealignment and Changing Electoral Politics*, Washington, CQ Press, 2013. Wouter VAN DER BRUG, « Structural and Ideological Voting in Age Cohorts », *West European Politics*, 2010, 33/3, p. 586-607. Agnieszka WALCZAK, Wouter VAN DER BRUG and Claes E. DE VRIES, « Long- and Short-Term Determinants of Party Preferences : Inter-Generational Differences in Western and East Central Europe », *Electoral Studies*, 2010, 31/2, p. 273-284.



surtout en Flandre (voir chapitre II), et de nouveaux partis sont apparus (écologistes, régionalistes, extrême droite)<sup>11</sup>.

Figure 1.3. Déterminants du comportement électoral dans une perspective temporelle<sup>12</sup>



Malgré ces glissements importants et le poids plus important de facteurs à court terme sur le comportement électoral, nous ne pouvons pas perdre tout à fait de vue le lien entre les déterminants socio-structurels et les choix des électeurs. Différents

<sup>11</sup> Pascal DELWIT, *La vie politique en Belgique de 1830 à nos jours*, 3<sup>e</sup> éd., Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2012.

<sup>12</sup> Repris d'Elisabeth GIDENGIL *et al.*, *op. cit.*, 2006.

auteurs indiquent d'ailleurs que le genre, la religion, l'âge et le capital scolaire des électeurs sont encore fortement liés aux choix des partis par les électeurs<sup>13</sup>.

Les analyses menées par le projet PartiRep lors des élections régionales de 2009 faisaient apparaître l'importance des différences socio-culturelles entre les électors des partis politiques belges<sup>14</sup>. L'étude des facteurs déterminants du comportement électoral pointait ces différences en première position pour les niveaux régionaux et/ou fédéraux alors que la littérature scientifique évoque peu les déterminants des choix lors des élections locales. Les élections dans chacune des 589 communes belges ont certes leur spécificité mais il n'y a aucune raison d'admettre que les mêmes facteurs socio-structurels ne jouent aucun rôle lors des élections communales. Nous nous attendions donc à ce que les partis nationaux qui sont très présents sur le plan local<sup>15</sup>, fassent aussi appel à leur base traditionnelle lors des élections communales.

Pour pouvoir réaliser cette analyse, des données d'étude fiables sont nécessaires et on doit constater qu'elles font souvent défaut sur le plan local. L'échantillon représentatif des électeurs belges de l'enquête sortie des urnes PartiRep nous permet de résoudre ce problème.

Dans le tableau 1.1, nous examinons la relation entre certaines caractéristiques socio-culturelles cruciales et le comportement électoral des électeurs néerlandophones lors des dernières élections communales. Nous nous concentrons sur les partis nationaux qui sont très présents localement et nous limitons l'analyse au genre, à l'âge et au niveau de diplôme<sup>16</sup>. Le tableau indique, par parti, la composition du corps électoral pour ce facteur en particulier. La dernière colonne indique la répartition pour l'ensemble de l'électorat. Une comparaison entre la répartition pour un parti en particulier et l'ensemble de l'électorat indique dans quelle mesure les électeurs d'un parti s'écartent de la répartition normale.

Du point de vue du genre des électeurs, les différences observées se situent dans la ligne des travaux précédents et indiquent davantage de votes des femmes pour les partis de gauche<sup>17</sup>. Groen et le SP.a ont un électorat un peu plus féminin, tout comme

---

<sup>13</sup> Clem BROOKS, Paul NIEUWBEERTA and Jeff MANZA, « Cleavage-Based Voting Behavior in Cross-National Perspective : Evidence from Six Postwar Democracies », *Social Science Research*, 2006, 35/1, p. 88-128. Martin ELFF, « Social Structure and Electoral Behavior in Comparative Perspective : The Decline of Social Cleavages in Western Europe Revisited », *Perspectives on Politics*, 2007, 5/2, p. 277-294. Oddbjorn KNUTSEN, « Regions, Social Structure and Value Orientations : A Comparative Study of 15 West European Countries », *European Political Science Review*, 2009, 1/3, p. 401-434.

<sup>14</sup> Kris DESCHOUWER, Pascal DELWIT, Marc HOOGHE et Stefaan WALGRAVE (éd.), *Les voix du peuple. Une analyse des comportements électoraux en Flandre et en Wallonie le 7 juin 2009*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2010.

<sup>15</sup> Fanny WILLE, Kris DESCHOUWER, « Het beschermdorp. Nationale tendensen bij gemeenteraadsverkiezingen », *Res Publica*, 2007, 49/1, p. 67-88.

<sup>16</sup> Pour l'analyse, les partis et les cartels locaux ont été catégorisés le plus possible comme un parti national. On a attribué à un parti national les listes dont la majorité des candidats est associée à ce parti.

<sup>17</sup> Elisabeth GIDENGIL, Mathew HENNIGAR, André BLAIS and Neil NEVITTE, « Explaining the Gender Gap in Support for the New Right : The Case of Canada », *Comparative Political Studies*, 2005, 38/10, p. 1171-1195.

le CD&V. Les partis nationalistes flamands N-VA et Vlaams Belang ont davantage d'électeurs masculins. Les différences entre les partis qui ont un électorat surtout masculin ou surtout féminin sont assez faibles et peu de partis s'écartent fortement de la répartition 51%-49% que l'on retrouve dans l'électorat. Un test de chi carré (test de significativité statistique) démontre que les différences de composition de genre de l'électorat des partis ne sont pas significatives. Faute de savoir si les différences observées sont plus que purement aléatoires, nous ne pouvons affirmer que le genre des électeurs a joué un rôle déterminant dans leur choix de parti, le 14 octobre 2012. Ce résultat contredit le constat fait lors des élections régionales de 2009 où le genre marquait des différences statistiquement significatives dans le vote pour les différents partis<sup>18</sup>. Les déterminants traditionnels du comportement électoral auraient donc un rôle plus limité sur le plan local.

Au niveau de l'âge, nous avons constaté d'importantes différences entre les électorats des différents partis et ces différences sont statistiquement significatives. Les résultats n'ont rien de surprenant : ce sont surtout le Vlaams Belang et le CD&V qui attirent un public plus âgé. Environ 43% des électeurs démocrates chrétiens et des électeurs du Vlaams Belang ont plus de 55 ans alors que seuls 35% de l'ensemble de l'électorat font partie de cette classe d'âge. Groen et le PVDA sont les partis qui attirent le plus les jeunes, avec respectivement 44% et 48% de leur public qui est âgé de 35 ans ou moins, pour 29% sur l'ensemble de l'électorat.

Le capital scolaire des électeurs joue aussi un grand rôle dans le comportement électoral local en Flandre. Les différences dans la composition de l'électorat des partis sont importantes et significatives. Nous distinguons trois catégories d'électeurs selon le diplôme obtenu. Le niveau inférieur correspond au maximum à un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur. Le niveau moyen correspond à un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur. Et le supérieur, à un diplôme de l'enseignement supérieur (universitaire ou non universitaire). Certains résultats retiennent l'attention d'emblée. Le profil des diplômés de l'électorat du SP.a est très similaire à celui de toute la population. Les socialistes flamands ne sont plus, depuis longtemps, le parti des gens peu diplômés ou ouvriers<sup>19</sup> et cela apparaît aussi sur le plan local. Le Vlaams Belang est, lui, de manière assez nette un parti qui a les faveurs d'électeurs peu diplômés. Le 14 octobre, 35% de leurs électeurs possédaient au maximum un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur (19% pour l'ensemble de l'électorat). Groen se distingue par le public le plus diplômé : 55% de leurs électeurs possèdent un diplôme de l'enseignement supérieur.

---

<sup>18</sup> Kris DESCHOUWER *et al.*, *op. cit.*, 2010.

<sup>19</sup> Elen QUINTELIER, Jouri VERHELST and Ruth DASSONNEVILLE, « How Traditional is the Flemish and Walloon Socialist Electorate ? », in Wilfried VERMEERSCH (ed.), *Belgian Society and Politics 2011. The Left amidst a National Surge*, Gand, Stichting Gerrit Kreveld, p. 102-110.

**Tableau 1.1.** Caractéristiques socio-structurelles des électeurs néerlandophones par parti

	<i>cd&amp;v</i>	<i>Groen</i>	<i>N-VA</i>	<i>Open VLD</i>	<i>PVDA</i>	<i>SP.a</i>	<i>Vlaams Belang</i>	<i>Autres</i>	<i>Total corps électoral</i>
<i>Sexe ns</i>									
femme	52,6%	56,6%	47,6%	50,0%	56,5%	52,3%	44,9%	54,2%	51,0%
homme	47,4%	43,4%	52,4%	50,0%	43,5%	47,7%	55,1%	45,8%	49,1%
<i>Age ***</i>									
-36	22,0%	44,0%	24,4%	28,6%	48,3%	33,3%	23,8%	38,1%	28,6%
36-55	34,9%	32,0%	35,8%	42,1%	34,0%	35,0%	33,6%	33,8%	36,1%
55+	43,1%	24,1%	39,8%	29,4%	17,7%	31,7%	42,7%	28,1%	35,4%
<i>Diplôme ***</i>									
inf.	22,7%	9,9%	17,6%	16,1%	14,0%	20,2%	34,5%	16,6%	19,2%
moyen	37,7%	35,0%	40,9%	36,7%	53,2%	37,5%	49,8%	42,2%	39,2%
sup.	39,6%	55,0%	41,5%	47,2%	32,8%	42,4%	15,8%	41,2%	41,6%

Les données sont pondérées par sexe, par âge et par région.

Dans le tableau 1.2, nous analysons la relation entre les mêmes caractéristiques socio-structurelles et le comportement électoral du 14 octobre 2012 de l'électorat francophone. Les différences de genre sont minimales comme du côté néerlandophone. De manière non surprenante, l'électorat des partis de gauche comme Ecolo et le PTB est plus féminin, mais les différences sont très limitées.

On relève des différences significatives dans la composition des tranches d'âge des différents électorats, même si elles sont un peu plus réduites que celles constatées dans l'électorat néerlandophone. Ici aussi, ce sont les électeurs du parti vert – Ecolo – qui sont les plus jeunes. Un autre élément marquant est le profil très « âge moyen » des FDF dont près de la moitié des électeurs (47,8%) ont entre 36 et 55 ans, pour 35,6% de l'ensemble de la population. Mais le nombre plus faible de répondants FDF dans l'enquête PartiRep amène à être prudent dans l'interprétation de ce résultat.

Les différences entre les électorats sont plus marquées quand on examine les niveaux de diplôme. Le CDH, le MR, les FDF et, dans une moindre mesure, Ecolo comptent tous plus de 50% de diplômés de l'enseignement supérieur parmi leurs électeurs et se situent au-dessus des autres partis. Contrairement à ce que l'on constate dans l'électorat flamand, le parti socialiste intéresse encore davantage les électeurs peu diplômés que les autres partis. Environ un électeur PS sur quatre est peu diplômé, alors que le chiffre est d'un sur cinq pour l'ensemble de l'électorat. De plus, le PS attire aussi fortement les électeurs qui ont un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur.

**Tableau 1.2.** Caractéristiques socio-structurelles des électeurs francophones par parti

	CDH	Ecolo	DFD	MR	PS	PTB	Autres	Total corps électoral
<i>Sexe ns</i>								
femme	53,8%	56,4%	52,1%	50,4%	50,8%	55,3%	46,6%	51,8%
homme	46,2%	43,7%	47,9%	49,6%	49,2%	44,7%	53,5%	48,2%
<i>Age *</i>								
-36	33,6%	42,8%	28,6%	38,7%	31,6%	41,7%	28,6%	35,0%
36-55	36,2%	36,1%	47,8%	29,7%	37,2%	33,6%	39,1%	35,6%
55+	30,2%	21,0%	23,6%	31,7%	31,3%	24,7%	32,3%	29,4%
<i>Niveau de diplôme ***</i>								
inf.	19,5%	14,8%	15,4%	14,4%	24,5%	24,9%	21,0%	20,0%
moyen	30,4%	37,3%	31,4%	33,9%	40,6%	34,4%	41,1%	36,7%
sup.	50,2%	47,9%	53,1%	51,7%	35,0%	40,7%	38,0%	43,3%

Les données sont pondérées par sexe, par âge et par région.

On le voit, si les caractéristiques socio-structurelles des électeurs déterminent encore en partie leur choix de vote, leur impact n'est pas déterminant. A côté de facteurs tels que le sexe, l'âge et le capital scolaire, il faut aussi tenir compte d'autres éléments si nous souhaitons comprendre le comportement électoral des électeurs. Nous allons donc à présent aborder les attitudes politiques des électeurs des différents partis.

La première attitude politique que nous analysons est le positionnement idéologique des électeurs sur un axe gauche-droite. Il était demandé aux répondants de l'*exit poll* de se situer eux-mêmes sur une échelle de 0 à 10, où 0 renvoie à « gauche » et 10, à « droite ». Souvent utilisé dans les études électorales, ce positionnement idéologique est considéré comme résumant la position des électeurs et des partis dans différents scénarios. Alors que les termes « gauche » et « droite » étaient interprétés à l'origine au sens économique, ils ne sont plus synonymes d'une ligne de fracture entre travail et capital. Les électeurs continuent à se positionner sur un axe gauche-droite même s'ils associent des thèmes non économiques à cet axe idéologique<sup>20</sup>. D'aucuns estiment aussi que la position gauche-droite des électeurs apporte un éclairage sur leur comportement électoral<sup>21</sup>. L'étude électorale PartiRep menée lors des élections régionales révélait que les électeurs de différents partis se distinguaient clairement

<sup>20</sup> Cees VAN DER EIJK, Hermann SCHMITT and Thomas BINDER, « Left-Right Orientations and Party Choice », in Jacques THOMASSEN (ed.), *The European Voter : A Comparative Study of Modern Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

<sup>21</sup> Andre FREIRE, « Party Polarization and Citizens' Left-Right Orientations », *Party Politics*, 2008, 14/2, p. 189-209. Timothy HELLWIG, « Explaining the Salience of Left-right Ideology in Postindustrial Democracies : The Role of Structural Economic Change », *European Journal of Political Research*, 2008, 47/6, p. 687-709.

sur l'axe gauche-droite<sup>22</sup>. Restait à savoir si cette position exerçait aussi un impact marqué sur le comportement des électeurs au niveau local, où le poids de l'idéologie est supposé être moins net. Le tableau 1.3 indique le positionnement gauche-droite par parti des électeurs néerlandophones et le tableau 1.4 fait de même pour les électeurs francophones. Pour les deux groupes linguistiques, les différences sont significatives.

Premier constat, attendu, l'électorat est plus à gauche au sud du pays. Avec un score idéologique de 5,1, l'électeur néerlandophone se positionne au centre alors qu'avec un score moyen de 4,3, l'électeur francophone se situe à gauche du centre.

Le positionnement gauche-droite des différents partis dans les deux groupes linguistiques correspond lui aussi aux attentes. Parmi les électeurs néerlandophones, les électeurs du PVDA se situent le plus à gauche (2,7), suivis par les électeurs de Groen et du SP.a (3,7 pour les deux). L'électorat du CD&V (5,3) est le plus proche du centre, mais les électeurs de l'Open VLD s'en rapprochent également (5,6). Les électeurs de la N-VA (6,1) et du Vlaams Belang (6,4) se positionnent sans conteste à droite sur l'axe gauche-droite. L'hétérogénéité des nombreux petits partis locaux qui sont apparus lors des élections du 14 octobre semble correspondre à une position au centre des électeurs (5,2). Du côté des partis francophones, l'électorat du PTB (2,8) est le plus clairement à gauche. On observe ensuite l'électorat du PS (3,4) davantage à gauche que celui d'Ecolo (3,8). Les électeurs du CDH (4,9) et des FDF (5,1) se situent au centre, alors que l'électorat du MR (6,1) se positionne à droite.

Outre l'idéologie, le degré de satisfaction des électeurs par rapport à la gestion communale constitue un autre élément déterminant dans les modèles explicatifs du vote. L'idée sous-jacente est que les électeurs agissent de façon rationnelle et utilisent leur vote pour sanctionner (ou récompenser) les élus sortants sur la base des politiques menées<sup>23</sup>. Afin d'évaluer le degré de satisfaction des électeurs à propos de la gestion de leur commune, nous avons demandé aux répondants d'indiquer leur taux de satisfaction sur une échelle de 0 (très insatisfaits) à 10 (très satisfaits). Et ce, pour neuf domaines politiques différents<sup>24</sup>. Dans les tableaux 1.3 et 1.4, nous indiquons par parti les scores de satisfaction moyens des électeurs pour ces neuf domaines de la politique locale : le degré de satisfaction des électeurs par rapport à la gestion de leur commune est lié de manière significative avec leur choix de parti. Les électeurs néerlandophones (5,6) sont plus satisfaits de la gestion locale que les électeurs francophones (4,7). Du côté flamand, les moins satisfaits se retrouvent au Vlaams Belang (4,6), à la N-VA (5,0) et au PVDA (5,1) ; les plus satisfaits, au CD&V (5,9) et à l'Open VLD (6,2). Les électeurs francophones sont moins satisfaits en moyenne, la satisfaction n'est supérieure à 5 sur 10 pour aucun des partis francophones. Les différences entre les partis sont proportionnellement moins grandes que pour les partis néerlandophones. Les électeurs des petits partis PTB (3,6) et FDF (4,2) sont les moins satisfaits.

<sup>22</sup> Kris DESCHOUWER *et al.*, *op. cit.*, 2010.

<sup>23</sup> V.O. KEY Jr., *The Responsible Electorate : Rationality in Presidential Voting 1936-1960*, Cambridge, Belknap Press, 1966.

<sup>24</sup> Les domaines sont : transport et mobilité, entretien de la voirie, sécurité, droit de parole et participation, impôts, logement social, immigration et intégration, environnement, politique de la jeunesse.

**Tableau 1.3.** Opinions des électeurs néerlandophones par parti

	<i>CD&amp;V</i>	<i>Groen</i>	<i>N-VA</i>	<i>Open VLD</i>	<i>PVDA+</i>	<i>SP.a</i>	<i>Vlaams Belang</i>	<i>Autres</i>	<i>Total corps électoral</i>
Positionnement gauche-droite (0-10) ***	5,3	3,7	6,1	5,6	2,7	3,7	6,4	5,2	5,1
Satisfaction par rapport à la gestion locale (0-10) ***	5,9	5,6	5,0	6,2	5,1	5,7	4,6	5,0	5,6

Les données sont pondérées par sexe, par âge et par région.

**Tableau 1.4.** Opinions des électeurs francophones par parti

	<i>CDH</i>	<i>Ecolo</i>	<i>FDJ</i>	<i>MR</i>	<i>PS</i>	<i>PTB+</i>	<i>Autres</i>	<i>Total corps électoral</i>
Positionnement gauche-droite (0-10) ***	4,9	3,8	5,1	6,1	3,4	2,8	4,7	4,3
Satisfaction par rapport à la gestion locale (0-10) ***	4,9	4,9	4,2	4,7	4,8	3,6	4,2	4,7

Les données sont pondérées par sexe, par âge et par région.

Outre les facteurs socio-structurels, l'idéologie et la satisfaction par rapport à la gestion communale, la personnalité des candidats joue aussi un rôle important dans les choix des électeurs. Plusieurs recherches précédentes ont en effet souligné, en Belgique, le rôle plus important de la personnalité des candidats aux élections locales par rapport aux niveaux de pouvoir supérieurs<sup>25</sup>. Nous nous attendons donc à ce que la connaissance des candidats détermine le comportement électoral. En plus des campagnes locales, les candidats consacrent aussi beaucoup de temps dans ces campagnes personnelles, même à l'ère de la télévision, notamment par des visites au domicile des électeurs<sup>26</sup>. Les tableaux 1.5 et 1.6 illustrent l'importance de l'ancrage local pour les élections communales. Plus d'un électeur sur deux a eu un contact personnel avec des candidats lors des mois qui ont précédé les élections, et cela vaut pour les deux côtés de la frontière linguistique. Les différences dans la proportion selon laquelle les électeurs de différents partis indiquent avoir eu des contacts personnels avec des candidats sont importantes et significatives. Et ces différences sont les plus

<sup>25</sup> Bram WAUTERS, Dries VERLET and Johan ACKAERT, « Giving More Weight to Preferential Votes : Welcome or Superfluous Reform ? The Case of the Local Elections in Flanders (Belgium) », *Local Government Studies*, 2011, 38/1, p. 91-111. Peter THUISSEN and Kristof JACOBS, « Determinanten van voorkeurstemmen bij (sub)lokale verkiezingen », *Res Publica*, 2004, 46/4, p. 460-485.

<sup>26</sup> Peter VAN AELST, « La campagne électorale locale : entre le porte-à-porte et le studio de télévision », in Jo BUELENS, Benoît RIHOUX et Kris DESCHOUWER (eds.), *Entre l'électeur et le quartier général : enquête sur les stratégies et perceptions des sections locales des partis politiques*, Bruxelles, 2008, VUBPress, p. 99-116.

fortes pour les électeurs néerlandophones. Le CD&V bénéficie de l'ancrage local le plus fort : 30% des démocrates chrétiens disent avoir eu « parfois » un contact personnel avec les candidats locaux et 16% des électeurs du CD&V, « souvent ». Les électeurs du Vlaams Belang ont eu le moins de contact avec des candidats de la liste : plus de six sur dix n'ont eu aucun contact personnel avec les candidats dans les mois qui ont précédé les élections. Du côté francophone, les démocrates chrétiens jouissent toujours de l'ancrage local le plus fort : un électeur CDH sur trois dit avoir eu souvent un contact personnel avec des candidats avant les élections communales. L'ancrage local est fort aussi pour les socialistes alors qu'un électeur MR sur deux indique n'avoir jamais eu de contact avec les candidats au cours de la campagne.

**Tableau 1.5.** Contact personnel avec des candidats par parti (néerlandophones)

	<i>CD&amp;V</i>	<i>Groen</i>	<i>N-VA</i>	<i>Open VLD</i>	<i>PVDA+</i>	<i>SP.a</i>	<i>Vlaams Belang</i>	<i>Autres</i>	<i>Total corps électoral</i>
Jamais	36,4%	47,5%	49,9%	40,5%	49,3%	43,1%	60,8%	39,4%	43,6%
Rarement	17,3%	24,4%	16,0%	19,0%	23,3%	20,4%	16,6%	13,8%	18,2%
Parfois	30,0%	20,7%	19,5%	20,8%	11,7%	19,6%	15,4%	26,4%	22,2%
Souvent	16,3%	7,5%	14,6%	19,8%	15,7%	17,0%	7,2%	20,3%	16,1%

Les données sont pondérées par sexe, par âge et par région.

**Tableau 1.6.** Contact personnel avec des candidats par parti (francophones)

	<i>CDH</i>	<i>Ecolo</i>	<i>FDF</i>	<i>MR</i>	<i>PS</i>	<i>PTB+</i>	<i>Autres</i>	<i>Total corps électoral</i>
Jamais	39,4	40,4	47,6	51,8	42,6	46,6	53,3	44,8
Rarement	11,8	17,8	10,3	13,3	13,4	18,4	12,2	13,8
Parfois	17,6	20,4	16,6	13,4	18,5	12,8	16,1	17,1
Souvent	31,2	21,4	25,5	21,6	25,5	22,2	18,4	24,3

Les données sont pondérées par sexe, par âge et par région.

### Plan de l'ouvrage

On le voit, le comportement électoral lors des élections communales du 14 octobre 2012 ressemble fort à la description qu'en fait traditionnellement la littérature scientifique : les déterminants socio-structurels jouent un grand rôle et les différences idéologiques entre les électeurs des différents partis sont importantes sur le plan local. En ce sens, les élections locales ont des points communs avec les élections fédérales. Mais elles diffèrent aussi des élections fédérales sur un certain nombre de points comme l'influence importante du contact personnel avec les candidats des listes électorales. Nous détaillerons la tension entre les ressemblances et les différences entre les élections locales et fédérales dans les différents chapitres de



cet ouvrage. De plus, un certain nombre de textes apporteront un éclairage particulier sur l'impact important des candidats au niveau local, et ce, via des analyses uniques du comportement qui concerne les voix de préférence.

Dans le chapitre II, Ruth Dassonneville, Marc Hooghe et Sofie Marien reviennent sur les transferts de voix entre 2006 et 2012. Leurs analyses pointent d'importantes différences entre les électors francophone et néerlandophone. Un aperçu des transferts de voix depuis 1976 indique que les électeurs néerlandophones ont été plus volatils que jamais le 14 octobre 2012, alors que les élections communales en Région wallonne donnent une image de stabilité. En Flandre, un électeur sur quatre a changé de parti entre 2006 et 2012, et le pourcentage est encore plus élevé à Bruxelles, alors qu'en Wallonie, seuls 30% des électeurs indiquent un changement. Pourquoi les électeurs changent-ils de parti d'une élection communale à l'autre ? La réponse n'est pas simple mais une conclusion se dégage en tout cas : les électeurs volatils ont moins confiance en la politique, et cela vaut autant pour le niveau local que pour le niveau national.

Dans quelle mesure les tendances nationales ont-elles influencé le comportement électoral lors des élections communales ? C'est à cette question que Sofie Marien, Marc Hooghe et Ruth Dassonneville tentent de répondre dans le chapitre III. Les résultats des élections communales sont-ils une indication de la popularité nationale des partis ? La réponse diffère beaucoup d'un parti à l'autre. Le 14 octobre 2012, le CD&V et le PS ont séduit huit des dix électeurs qui auraient voté pour eux au niveau fédéral. Pour les partis plus « récents » comme Groen, Ecolo et N-VA, ce chiffre est un peu plus bas, avec six électeurs sur dix. L'ancrage local très important des partis traditionnels leur a permis d'engranger de meilleurs résultats que ce qu'ils auraient pu obtenir sur la base de leur pouvoir d'attraction nationale. Lors des élections communales, les électeurs ne votent donc pas uniquement en fonction de leur préférence nationale. On le constate aussi lors de l'analyse des raisons que les électeurs évoquaient dans leur choix de vote : les facteurs locaux dominaient largement. Les électeurs sont aussi capables, semble-t-il, d'évaluer les différents niveaux de pouvoir selon leurs mérites respectifs. La connaissance de candidats locaux serait le facteur principal qui amène l'électeur à ne pas voter de la même manière lors d'élections locales que lors des élections fédérales.

Jonas Lefevère se demande dans le chapitre IV si les élections communales sont des élections de second ordre, c'est-à-dire des élections (1) qui intéressent moins les électeurs et (2) que les électeurs utilisent pour envoyer un message aux partis politiques des niveaux supérieurs. Sa réponse est non, sans hésitation. Alors que le niveau européen est considéré comme moins important, les électeurs estiment que le niveau local l'est autant que le niveau de pouvoir régional ou fédéral. Et le fait que les électeurs décrivent la politique locale comme importante par rapport à la politique nationale ne dépend pas de leur intérêt pour les campagnes locales. Les électeurs pensent que les élections communales ne sont pas secondaires par rapport aux scrutins fédéraux. Ils considèrent le niveau local comme un niveau de pouvoir à part entière et cela se reflète dans les motivations électorales : les considérations locales ont prévalu le 14 octobre 2012.

Dans le chapitre v, Audrey André, Jean-Benoit Pilet, Sam Depauw et Peter Van Aelst abordent le phénomène des voix de préférence. L'expression de voix de préférences a augmenté ces dernières années, remarquent-ils. De plus, on constate traditionnellement davantage de voix de préférence lors des élections communales : lors des dernières élections communales, trois électeurs sur quatre ont exprimé un vote de préférence pour un ou plusieurs candidats. Il convient aussi de nuancer l'étude des voix de préférence. Les déterminants du choix des têtes de liste diffèrent de ceux qui influencent le choix de candidats moins bien placés sur la liste. Alors que, dans le premier cas, on opte pour le bourgmestre ou pour des hommes politiques connus au niveau national. Dans le cas des candidats moins bien placés sur la liste, le contact personnel joue un rôle important. De plus, les électeurs qui donnent leur voix de préférence à ces candidats votent surtout pour des candidats qui leur ressemblent.

Bram Wauters, Sofie Marien et Anke Schouteden analysent dans le chapitre vi l'impact du genre des électeurs sur leur comportement lors des élections communales. Il existe un *gender affinity effect* qui pousserait les femmes à voter plus souvent que les hommes pour des candidates féminines. Les résultats présentés dans ce chapitre confirment que les candidates féminines récoltent le plus de voix auprès des électrices. Les électeurs qui ont un diplôme de niveau supérieur et qui sont très intéressés par la politique optent davantage pour des femmes. Mais le contexte semble important, puisque les chances de voter pour une candidate augmentent sensiblement quand il y a plusieurs femmes parmi les têtes de liste dans la commune. La moitié des électeurs qui expriment un vote de préférence vote d'ailleurs pour la tête de liste (et un cinquième uniquement pour la tête de liste). Wauters, Marien et Schouteden en concluent que pour atteindre une meilleure représentativité des femmes au Parlement, le nombre de femmes sur les listes n'est pas le seul facteur important. Une meilleure répartition des genres parmi les têtes de liste est tout aussi importante.

Dans le chapitre vii, Dirk Jacobs, Camille Kelbel et Jean-Benoit Pilet examinent le comportement électoral des électeurs allochtones. Ils se sont intéressés aux électeurs et aux candidats de Bruxelles-ville, Molenbeek-Saint-Jean et Saint-Josse-ten-Noode. L'origine ethnique des électeurs apparaît comme un facteur important du comportement électoral de ce groupe. Même avec un contrôle des variables socio-démographiques, les électeurs d'origine ethnique votent plus souvent pour le ps (et dans une moindre mesure pour le CDH). Les candidats issus de minorités ethniques récoltent dans une large mesure mais pas exclusivement des voix d'électeurs allochtones. Les électeurs votent souvent pour des candidats de même origine qu'eux afin d'exprimer leur identité. Enfin, ce chapitre met en évidence des facteurs qui vont à l'encontre d'un vote pour un candidat de la même origine nationale. Les électeurs qui font confiance à leur bourgmestre ou que des hommes politiques locaux ont aidés personnellement ressentent moins le besoin de voter pour un candidat dont ils partagent les origines.

Dans le chapitre viii, Stefanie Beyens et Tom Verthé étudient le rôle des considérations stratégiques dans le choix des électeurs. 44% des électeurs indiquent avoir envisagé de voter pour un autre parti que celui qu'ils ont fini par choisir. Les électeurs indécis évaluent surtout les partis qui partagent la même orientation idéologique. Peu d'électeurs hésitent entre un parti ouvertement de gauche et un parti ouvertement de droite. Parmi les électeurs qui ont envisagé de voter pour un

autre parti, environ 10% indiquent que ce sont des considérations stratégiques qui ont influencé leur choix électoral. Ils ont évoqué le seuil électoral, les chances d'un parti de participer au pouvoir et la coalition préférentielle. Le groupe des électeurs qui a voté pour des raisons stratégiques est assez limité ; ils disposent d'un diplôme de niveau supérieur et manifestent un intérêt marqué pour la politique.

Dans quelle mesure les électeurs s'informent-ils à propos des partis et des candidats lors des élections communales, et quels sont les électeurs qui le font le plus ? Emilie van Haute et Marie-Catherine Wavreille répondent à ces questions dans le chapitre ix. La recherche active d'information par les électeurs paraît assez limitée. De plus, les électeurs s'informent pour l'essentiel via les canaux d'information traditionnels tels que les publications des partis ou les publicités dans les médias. Les jeunes, les diplômés du supérieur et les électeurs dotés d'un statut socio-économique élevé sont les mieux informés. De plus, il apparaît que la collecte d'information est plus importante dans les petites communes et quand les électeurs habitent depuis longtemps dans une commune. En outre, les résultats indiquent que la collecte d'information via Internet constitue un complément important aux canaux d'information traditionnels. Si Internet devait supplanter les autres sources d'information, le fossé pourrait encore se creuser entre les électeurs éduqués ou non, et les électeurs aisés ou non.

Enfin, dans le chapitre x, Sofie Hennau et Johan Ackaert se penchent sur les déterminants et les conséquences de la confiance dans la politique locale. De manière quelque peu surprenante, on constate que la confiance dans la gestion locale est moindre à Bruxelles et en Wallonie qu'en Flandre. Le degré de confiance des électeurs dans la gestion locale s'explique en grande partie par des éléments socio-structurels ; les personnes moins diplômées et les chômeurs sont les moins confiants. Le taux de satisfaction relatif à la manière dont une commune est gérée est essentiel pour comprendre pourquoi les électeurs se méfient de leurs mandataires locaux. En outre, le degré de confiance des électeurs dans la gestion locale constitue un déterminant non négligeable de leur choix de vote. Du côté néerlandophone, les électeurs qui accordaient peu de confiance à la gestion locale ont surtout voté N-VA et Vlaams Belang. Du côté francophone, le manque de confiance dans la politique augmente les chances de voter Ecolo et CDH.

